

# Éditorial

**Pour citer cet article :**

Alain Bourdin - Université de Paris-Est - Lab'Urba

Xavier Desjardins - Professeur à Sorbonne Université, laboratoire Médiations

Lionel Prigent - Professeur - Institut de Géoarchitecture - Université de Bretagne occidentale  
"Éditorial"

Riurba 2020/Numéro 10

URL : <http://www.riurba.review/Revue/10-editorial/>

DOI :

Date d'impression : 15 janvier 2022

Un des objectifs de la RIURBA est de contribuer à la participation de la recherche aux débats publics. C'est ce que nous avons en tête en proposant de consacrer un numéro à un débat bloqué depuis des décennies : l'opposition entre les métropoles et le monde rural ou celui des petites villes. Ainsi écrivions-nous : « Dans l'action publique comme dans la recherche, l'intérêt semble se succéder par vagues successives d'analyse et de sollicitude pour les différentes strates du réseau urbain : métropoles, villes moyennes, petites villes, bourgs.... Programmes de recherche incitatifs et programmes d'action publique se suivent : Métropoles, Action « cœur de ville » pour les villes moyennes à partir de 2017, petites centralités aujourd'hui... Tout semble prétexte ou occasion pour raviver ces oppositions entre les villes selon leur taille. Depuis début 2020, la crise sanitaire aurait été marquée par la fuite des métropoles - devenues invivables - par les riches citadins égoïstes, les élections municipales auraient permis à la (petite) bourgeoisie urbaine de s'afficher verte pour mieux se distinguer. Nul besoin de rappeler ici combien ces affirmations sont caricaturales mais combien elles infusent dans les médias, les réseaux sociaux et les conversations. »

Nous insistions également sur l'effet analyseur de la COVID, qui met en lumière l'inexactitude de propos souvent entendus : « La pandémie de Covid-19 est venue renouveler cette lecture par strates. [...] Certaines indications latentes, certains phénomènes à bas bruit, que les enquêtes d'opinion avançaient par exemple sur la qualité de vie sans que des indicateurs ne traduisent de concrétisation, sont brusquement devenus saisissables [...] À l'échelle nationale, rien ne permet de parler d'un privilège métropolitain face à la Covid. En revanche, le résultat des élections municipales a révélé de deux manières, par l'abstention et par le renouvellement des équipes exécutives dans les très grandes villes, qu'il existait sans doute un malaise dans les métropoles. »

Nous proposons alors de privilégier trois axes d'analyse :

- La lecture sociologique et politique des débats. L'opposition entre les grandes villes et le reste du territoire national est-elle la simple survivance d'un vieux fond « anti-urbain » de la droite réactionnaire ou révèle-t-elle une nouvelle culture politique de l'émancipation sociale ? Qui sont les acteurs de ce débat ? Quels sont leurs intérêts ? Leurs objectifs ? Leurs arguments ? Ce débat a-t-il réellement un écho dans la société et si oui, pourquoi ?

- La prise en compte de l'hypothèse d'un changement de nature des processus de métropolisation. Sous l'apparente

permanence de l'opposition, les ressorts (tant publics que privés) de la métropolisation connaissent-ils une mutation qui tend à modifier les rapports entre les grandes villes et leurs pourtours régionaux ? Cela appelle une analyse critique des acteurs, des objets (comme le train à grande vitesse) et des instruments juridico-administratifs présents dans les dispositifs qui ont conduit à privilégier, ou au moins à distinguer, les métropoles puis les villes moyennes.

- L'interrogation sur un *aggiornamento* des outils d'analyse territoriale. « Mal nommer, c'est ajouter au malheur du monde », dit Camus. Interroger plus spécifiquement les diverses catégories utilisées dans l'élaboration des politiques publiques, dans les débats ou dans les recherches, et proposer d'autres concepts, d'autres dénominations paraît alors un objectif majeur. Faut-il continuer à distinguer métropole, ville moyenne ou petite, territoires urbains ou territoires ruraux ? Ou bien serait-il utile d'introduire des catégories moins englobantes et donc d'autres régimes d'intégration des espaces ? À cet égard, le retour vers des travaux anciens ou l'étude de cas étrangers peut nous en apprendre beaucoup.

Les articles que nous avons rassemblés ont répondu à leur manière. Ils mettent en évidence des contradictions à l'intérieur même de chaque terme du débat : les métropoles constituent des objets beaucoup plus problématiques qu'on le dit, et les petites villes ou territoires ne rentrent pas dans les cases préconstruites. Leur deuxième constat commun est le fait qu'une lecture binaire fonctionne mal et qu'il y a plutôt un continuum des villes qu'une bipolarité métropoles-petites villes. Enfin, le propos met en exergue une approche pragmatique : les constats se font d'abord à partir de points très précis mais qui constituent des analyseurs efficaces.

C'est ainsi que Magali de Raphelis part de la vie nocturne, souvent considérée comme une spécificité de la métropole. Utilisant notamment les données de l'INSEE (enquête emploi du temps), elle explore la notion de « ville intermédiaire » pour montrer d'abord que les différences d'emploi du temps sont assez faibles entre les métropoles – sauf Paris, nettement différente – et des villes plus petites, et surtout qu'entre les différentes tailles, on trouve davantage une progression régulière que des oppositions.

Émilie Roudier et Cyprien Richer analysent un projet de gare à Saint-Omer. L'évolution de la desserte ferroviaire des villes moyennes et du rôle qu'y jouent – ou que n'y jouent plus – les gares apparaît souvent, depuis le déploiement du réseau TGV, comme typique de l'opposition entre les métropoles – qui ont tout – et les villes moyennes ou petites – oubliées. Les auteurs montrent la spécificité du cas étudié, qui illustre l'idée d'une diversité de situations, dans laquelle les facteurs contextuels tiennent une grande place. Ils analysent également les évolutions fonctionnelles qui redonnent à la gare une valeur de pôle urbain, sur un modèle proche de ce qu'on trouve dans les métropoles.

Jérôme Dubois analyse le fonctionnement de la métropole Aix-Marseille pour illustrer la dépendance du fonctionnement métropolitain à l'égard des communes. Il insiste – dans le cas d'une métropole au territoire particulièrement étendu – sur le rôle décisif des périphéries par rapport aux villes centres. Ainsi, la contradiction se trouve-t-elle dans la métropole elle-même, au moins autant que dans sa relation avec d'autres territoires.

Mais, même à l'exception de ce dernier article, qui d'ailleurs ne privilégie pas l'analyse des villes centres, les auteurs se sont plutôt concentrés sur les villes moyennes. C'est ainsi que Susanna Sassone et François Taulelle présentent le travail d'un collectif de chercheurs franco-argentins qui mettent en évidence le rôle essentiel des villes intermédiaires insérées dans un environnement rural et agricole comme centres de services, relais à la dynamique économique agricole, mais plus encore comme éléments clés de la hiérarchie urbaine.

Elise Roy et Claire Beauparlant s'interrogent sur le destin des villes moyennes détruites puis reconstruites après la

Deuxième Guerre mondiale, dont l'urbanisme daté a souffert d'une certaine désaffection. Elles analysent en particulier une politique urbaine conduite à Saint-Nazaire. Le recours à une expérimentation urbaine incitative à destination de copropriétaires montre comment la logique du projet urbain – souvent associée aux métropoles – trouve ici une forme spécifique en encourageant les projets et en activant la coopération entre acteurs publics et habitants.

En contrepoint, nous avons souhaité présenter une lecture sur la durée des dispositifs qui ont marqué les transformations institutionnelles des villes et territoires. Pour cela, nous avons interrogé un acteur, Yvon Robert, ancien maire de Rouen, qui a vécu la période de la décentralisation et des réformes successives pendant plus de trente ans. Il a exercé pendant cette période des responsabilités électives diverses (ville, intercommunalité, département). Son interview met en évidence une cohérence des évolutions qui, probablement, ne peut être vraiment perçue que par ceux qui ont le même type d'expérience, mais aussi les points de blocage qui demeurent au fil des réformes et qui concernent essentiellement l'allocation des ressources aux collectivités et la gouvernance des intercommunalités.

Il resterait à oser la théorie et peut-être la rupture conceptuelle pour dépasser le sujet. Comment ne pas reconnaître en effet une sorte de débat jumeau de celui qui porte sur la mondialisation : la métropole mondialisée contre la petite ville (et son pays) localisée ? Ou les « territoires » contre l'extraterritorial (la métropole). Ou bien une forme de revendication du droit à la ville : la métropole (et en particulier son cœur) est un bien collectif précieux auquel les « périphériques » ne peuvent plus accéder, tant il est cher et contraignant. Ou encore une nouvelle expression de la valeur d'égalité, sous une forme souvent utilisée, celle de l'égalité territoriale que l'on peine à traduire en termes d'équité. On peut aussi y voir encore l'expression d'une manière de construire les questions politiques par polarisation, situation qui n'est peut-être pas propre à la France mais peut y prendre des formes spécifiques. Enfin, peut-être vivons-nous les conséquences du déclin des grands référentiels qui ont structuré l'action publique depuis la Deuxième Guerre mondiale.

En réponse, à la manière d'un Georges Balandier qui conceptualisait les « situations coloniales » plutôt que la colonisation pour étudier en même temps les colonisés, les colonisateurs et les relations entre eux, peut-être faudrait-il construire le concept de « situation métropolitaine », plutôt qu'une opposition entre la métropole et les autres. Ou toute autre opposition... Nous aurions alors la possibilité de traiter du fait et d'effets plutôt que des écarts...